



ZABR

Zone Atelier Bassin du Rhône

Séminaire d'échanges

L'observation sociale du fleuve : Recherche et action publique

Jeudi 20 mars 2008 – Maison du Fleuve Rhône - Givors (69)

Synthèse des échanges

On le mesure chaque jour un peu plus, la mise en œuvre de politiques et d'actions de gestion de l'eau et des milieux aquatiques rencontre la dimension du social. Consultation et/ou association du public, évaluation des effets sociaux d'une intervention sur le milieu, diagnostic préalable à l'élaboration d'un programme de mesure, constituent désormais les modalités et condition de l'action publique.

Un premier séminaire organisé en 2006 avait permis à la ZABR d'associer ses partenaires dans l'élaboration d'un dispositif d'observation sociale du fleuve ; l'objectif consistait à formuler les questions que chacun pouvait poser, et se poser, en matière d'approche sociale du fleuve. Mise en œuvre de politiques publiques, culture du risque, méthodologie d'association des publics, dynamiques autour du cours d'eau sont les grands questionnements mis en exergue à l'époque.

Depuis, des travaux conduits par des équipes de la ZABR, notamment en partenariat étroit avec les acteurs du fleuve, ont permis d'avancer sur un certain nombre de grandes questions d'actualité : le risque et sa perception, la relation ville-fleuve, la restauration écologique et la question de la ré appropriation du fleuve.

Le risque, une construction sociale dans laquelle se mêlent politiques et techniques

Le risque, une notion complexe

Le retour sur deux recherches de la ZABR permet d'illustrer la complexité de cette notion et les jeux d'interaction qu'elle engendre.

Le risque d'inondation à Lyon : approche géo-historique et systémique

Dans la région lyonnaise, le risque d'inondation est le fruit d'interactions complexes entre la ville et ses fleuves, et se caractérise par sa variété et sa variation spatio-temporelles. L'analyse géo-historique et systémique menée à partir de sources d'archives prend acte de cette complexité et en offre une nouvelle clé de lecture. Elle permet de comprendre, à la lumière du cas lyonnais, en quoi les dynamiques du milieu (morphodynamiques), de l'hydrologie, de l'occupation du territoire (expansion de l'urbanisation), de l'endommagement et des perceptions du risque, mises en œuvre dans la durée, et étudiées selon différents pas de temps, conditionnent le risque en milieu fluvial. Ce type de démarche permet de lire le risque en prenant en compte le temps et l'espace. L'analyse des interactions entre risque et urbanisation s'appuie sur un SIGéohistorique pris en tant qu'outil de territorialisation des composantes dynamiques du risque. Cet outil apporte une aide à la décision aux gestionnaires locaux. La mesure des héritages géomorphologiques et anthropiques qui jouent un rôle actif dans la configuration actuelle du risque d'inondation peuvent alors être pris.

L'outil apporte une analyse globale des phénomènes, qui est complémentaire de l'approche de l'ingénieur.

La perception des micro-polluants toxiques par les pêcheurs amateurs

Cette étude révèle que le pêcheur amateur manque d'indicateurs fiables pour ce type de pollution, qui est plus familière au scientifique. Cependant, le pêcheur amateur exprime un besoin de connaissance sur les effets des micropolluants (sur la chaîne trophique, sur les usages) et d'information sur les mesures de précaution à prendre pour éviter des interprétations hasardeuses.

Le risque d'inondation, une notion qui interpelle.

Le risque interpelle les acteurs opérationnels et scientifiques à l'échelle du Plan Rhône. Les scientifiques sont sollicités par les services du Plan Rhône, pour donner des avis d'experts dans le cadre du conseil scientifique, pour conduire des recherches (commande ou appel à projet), pour être acteurs dans des groupes de travail thématiques. Comment concilier une commande opérationnelle et une activité de recherche répondant aux critères académiques ? Pour les praticiens comment traduire la critique des sciences sociales en un guide pour l'action ? Telles sont les deux questions qui ont guidé le débat.

Le risque est finalement une notion relative qui intègre la notion de probabilité et de dommage. Il n'est pas proportionnel à l'intensité de l'aléa. Il est possible d'agir sur ses probabilités d'occurrence et ses conséquences, ce qui renvoie au principe de précaution et de responsabilité.

Le risque est un concept difficile à définir. C'est une construction sociale où se s'entremêlent le naturel, le technique, le politique et le social. Sa compréhension et son appréhension passent par :

- la transmission de la mémoire du risque,
- la territorialisation du risque,
- une explication des stratégies de gestion du risque qui sont souvent évolutives.
- un partage des savoirs profanes et scientifiques le plus souvent fragmentés pour construire individuellement et collectivement une culture du risque partagée. Une grande partie du débat réside dans la discussion sur le degré de risque acceptable.

Les actions publiques autour du fleuve métropolitain

On peut envisager l'action publique selon deux formes : en termes de fonctionnalités ou en termes de politiques territoriales.

Il a été reproché à l'époque fonctionnaliste une vision trop sectorielle du fleuve. Cependant, à notre époque, nous inventons de nouveaux acteurs et de nouvelles fonctionnalités du fleuve.

Le fleuve, avec cette vision, est abordé de trois manières différentes :

- Importance de la rive urbaine comme nouvelle intégration du fleuve « Water Front »
- Le fleuve, un espace public dédié à des fonctions urbaines ; le fleuve est un lieu de festivité.
- Le fleuve constitue une ressource symbolique : un patrimoine sociétal, urbain, naturel

L'action publique peut par ailleurs être envisagée comme un ensemble de politiques territoriales. Traditionnellement, on découpe alors l'action publique en trois temps : le temps de la relation riche avec le fleuve, celui de l'aménagement ou « des ingénieurs », enfin le temps de la reconquête. C'est une rhétorique efficace pour affirmer des ruptures.

Deux interventions ont permis d'illustrer deux actions publiques « sectorielles » développées autour du fleuve.

L'Etat a missionné la Maison du Fleuve Rhône pour conduire une enquête des perceptions riveraines au risque d'inondation. Celle-ci doit permettre de mieux comprendre les ressorts de la conscientisation du risque et de contribuer à l'amélioration de la stratégie de prévention du risque. A l'échelle du corridor rhodanien le sentiment de vulnérabilité est culturellement, temporellement et territorialement défini. Il varie suivant le cadre de vie, les mesures de prévention locales, l'accès à l'information sur le territoire de vie. En région lyonnaise, le Rhône est perçu comme parfaitement

domestiqué, comme un élément intégré au décor urbain. La quasi absence de « directive » autour des inondations laisse supposer que le risque d'inondation n'existe pas. Suite à cette enquête, un dispositif de sensibilisation à la culture du fleuve et du risque est mis en place sur 4 sites pilotes à l'échelle de l'ensemble du Rhône. (Yenne, Haut Rhône – L'agglomération viennoise, Rhône moyen, Aramon et Boulbon, Rhône Aval)

Le Grand Lyon, depuis les années 1960 s'est engagé dans une politique de réappropriation du fleuve. Au travers du Plan bleu, plusieurs opérations de réhabilitation d'espaces fluviaux ont été engagées comme Miribel Jonage, le Parc de la Feyssine, les berges du Rhône, Lyon confluence, l'anneau bleu.

Depuis 2004, trois agendas 21 ont été lancés (Val de Saône, Vallée de la chimie et Anneau bleu) avec le fleuve comme fil conducteur.

Avec la démarche Lyon 2020, le fleuve tend à devenir un véritable emblème pour la métropole lyonnaise. L'ensemble des fonctions du fleuve est stimulé pour que le Rhône devienne l'artère principale de la métropole. Ces projets emblématiques permettent à la population de redécouvrir le fleuve. Ils concourent à la mise en œuvre d'une politique sectorielle de mise en scène du fleuve, qui occulte le plus souvent la problématique du risque d'inondation. Un défi est donc encore à relever pour tenter de prendre en compte dans chaque projet toutes les fonctionnalités et spécificités du fleuve.

Restauration écologique et ré-appropriation : l'importance des indicateurs de suivi

De nombreux chantiers de restauration écologique ont été conduits sur le bassin du Rhône : notamment la 3^{ème} correction du Rhône en Suisse qui a été qualifiée de multi partenariale, multi-objectifs et multi- fonctionnalités. La logique d'ensemble a été longitudinale et intègre peu les aspects socio-économiques. La démarche transversale a été portée par les communes. Ont été également évoquées les opérations de restauration des Rhône court circuités dont les travaux conduits par le SHR (syndicat du Haut Rhône) et le SMIRCLAID (Syndicat Mixte Intercommunal du Rhône Court –Circuité Loire Ardèche Isère Drôme), et les restaurations de îlots de la rivière d'Ain. Ces projets, mis en œuvre à l'échelle de territoire par des syndicats ad hoc, peuvent concourir à une véritable stratégie de développement territorial. Au-delà des effets sur le milieu naturel, on commence à mesurer leurs effets sur et pour le milieu humain. Tout l'enjeu consiste donc à apprécier les bénéfices directs et indirects sur le plan social et culturel que le territoire tire de ces actions de restauration de milieu aquatique. Ces effets sont analysés à l'aide de la notion de plus-value sociale, laquelle permet de rendre compte des dynamiques sociales engendrées par le programme environnemental (amélioration du cadre de vie, équité sociale, réseau d'acteurs...).

Les paysages émergent de ces politiques de restauration, peuvent être vecteurs de compréhension et d'appropriation d'un territoire. Deux enquêtes sont en cours visant d'une part à s'interroger sur la perception visuelle des paysages d'espaces restaurés comme des berges aménagées et des bras morts, d'autre part à apprécier en quoi une meilleure prise en compte du paysage dans les projets de restauration écologique de certains milieux favorise une réappropriation sociale de ces milieux. L'enquête doit participer à l'éducation à l'environnement ; un paysage « léché » n'est pas forcément propice à la biodiversité.

L'élaboration de fiches pédagogiques peut également permettre aux acteurs d'un territoire de percevoir la plus value écologique et sociale d'un projet de restauration.

A l'heure de la Directive Cadre Européenne sur l'Eau, qui fixe comme défi à tous les acteurs, un bon état, voire un bon potentiel, sur tous les milieux d'ici 2015, les sciences sociales doivent apporter aux acteurs de l'eau un argumentaire, des indicateurs validés donnant aux élus, des éléments pour apprécier et suivre la plus value des opérations de restauration qu'ils conduisent.

Ces indicateurs sont indispensables pour la compréhension et la construction d'un projet partagé de gestion des milieux aquatiques.